

**PREFECTURE DU RHONE**

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 26 DEC. 2007

Sous-Direction de l'Environnement

3<sup>ème</sup> Bureau  
Environnement industriel

Affaire suivie par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 61 51  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.pref.gouv.fr

**ARRETE**

**imposant des prescriptions complémentaires  
à la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL  
Zone Industrielle Nord, 299, rue Grange Morin à ARNAS**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 20 septembre 1979, 20 août 1988, 8 août 1991, 10 décembre 1991 et 7 avril 1995 réglementant les activités de la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL dans son établissement situé Zone industrielle Nord, 299, rue Grange Morin à ARNAS ;

.../...

VU le rapport en date du 1er octobre 2007 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 22 novembre 2007 ;

CONSIDERANT que les investigations conduites par la société GACHON, voisine de la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL, avaient mis en évidence l'existence d'une zone polluée par des solvants chlorés située en limite de la zone exploitée par la société GACHON, au droit des installations exploitées par la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL ;

CONSIDERANT, en outre, que des informations, détenues par l'inspection des installations classées, attestaient la présence, en limite Est des terrains exploités par la société GACHON, d'une zone de quelques centaines de mètre carré, chargé en chlorobenzène, dichlorobenzène et trichlorobenzène, produits habituellement utilisés comme solvants des peintures et adhésifs ;

CONSIDERANT que c'est dans ce contexte que l'arrêté préfectoral en date du 28 juin 2004 a imposé à la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL la réalisation d'un diagnostic initial et d'une évaluation détaillée des risques afin de mieux étudier la vulnérabilité du site et les éventuels transferts de pollution ;

CONSIDERANT que les études demandées n'ont pas été réalisées ;

CONSIDERANT toutefois, qu'il n'apparaît pas opportun d'exiger aujourd'hui de la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL la réalisation d'une évaluation détaillée des risques compte tenu du changement de méthodologie préconisée, depuis février 2007, en matière de gestion des sites et sols pollués, par le ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, que, afin de disposer d'éléments d'appréciation sur l'impact potentiel du site, il convient d'inviter la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL à faire réaliser une étude sur l'état des milieux suivant les nouvelles modalités préconisées par le ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables et à mettre en place les mesures nécessaires en vue de la surveillance des eaux souterraines au droit et à proximité de son site d'ARNAS ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

../..

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET**

La société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL dont le siège social est situé 299, rue Grange Morin à ARNAS est tenue de se conformer au présent arrêté en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

#### **2.1 - Conception du réseau de forages**

Sur la base d'un cahier des charges dûment argumenté et soumis à l'inspection des installations classées, seront définis :

- leur nombre (deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont)
- leur lieu d'implantation
- leur profondeur

#### **2.2 - Réalisation des forages**

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

#### **2.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

#### **2.4 - Nature et fréquence d'analyse**

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

- Hydrocarbures totaux
- Conductivité
- Chlorobenzène
- Dichlorobenzène
- Trichlorobenzène
- Tétrachlorobenzène
- BTEX
- COV
- COHV

Les analyses porteront aussi sur les éléments caractéristiques utilisés ou ayant été utilisés ou stockés au sein de l'entreprise et qui seront précisés par l'exploitant.

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols.

../..

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

## 2.5 – Echéances de mise en œuvre

L'entreprise NATIONAL STARCH AND CHEMICAL devra respecter les échéances suivantes qui courent à compter de la notification du présent arrêté.

- Conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue : **1 mois**
- Réalisation des premières analyses : **3 mois**

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

## 2.6 – Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

# ARTICLE 3 – IDENTIFICATION DE L'IMPACT

## 3.1 – Sur le site : Etat des lieux et diagnostic

Afin d'identifier l'impact éventuel de la pollution constatée sur les milieux, la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL réalisera une étude comprenant à minima les éléments suivants :

- une analyse historique du site permettant d'identifier les activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution ; En particulier, la zone jouxtant la zone « clôture est » de l'évaluation simplifiée des risques du 30 avril 2004 de l'entreprise GACHON, ainsi que l'ancienne zone de stockage de monochlorobenzène seront analysées.
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement sur la base :
  - des éléments issus d'une visite des lieux et de ses environs immédiats
  - des paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants
- un diagnostic des milieux (sols, eaux souterraines, superficielles et air si nécessaire). Ce diagnostic permettra notamment de circonscrire les différentes pollutions constatées.

Les résultats seront comparés :

- pour les sols : au fond géochimique naturel local ou à l'état initial de l'environnement
- pour les autres milieux : à des valeurs guides nationales ou internationales reconnues (ex : OMS, décrets eau potable ...).

Cette étude doit ainsi permettre d'élaborer un bilan de l'état des milieux, et doit inclure l'identification et la caractérisation des sources de pollution identifiées, la mesure de l'extension de la pollution dans les milieux de transfert et d'exposition, et la compréhension des mécanismes de transfert des polluants vers et dans ces milieux.

En cas de constat de pollution des eaux souterraines étendue aux puits aval, d'autres puits seront forés, afin de déterminer l'extension de la pollution.

### 3.2 – A l'extérieur du site : Caractérisation de l'état des milieux

Si l'impact sur le milieu de révèle avéré suite à l'état des lieux et le diagnostic, l'état des milieux devra être caractérisé.

L'objectif principal est de s'assurer que les milieux étudiés hors site ne présentent pas d'écart par rapport à la gestion sanitaire mise en place pour l'ensemble de la population. Les usages réels des milieux ainsi que les modes plausibles de contamination seront étudiés. Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux important à protéger.

Pour cela, les étapes mentionnées au point 3.1 ci-dessus seront suivies.

Un recensement des cibles potentielles (habitation, source d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteintes par la pollution sera réalisé.

Des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux exposition...) seront réalisées et complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

Les résultats de ces mesures seront comparés à l'état initial de l'environnement, aux milieux naturels voisins et à des valeurs de gestion réglementaires pour les voies et les scénarii d'exposition pertinents identifiés dans le schéma conceptuel.

Les références suivantes devront être utilisées :

milieux	références
sol	<ul style="list-style-type: none"><li>- état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin,</li><li>- fond géochimique naturel local</li></ul>
eau	<ul style="list-style-type: none"><li>- critères de potabilité des eaux définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé, dans le cas d'une éventuelle exposition par l'ingestion d'eau,</li><li>- critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource « eau » n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vu d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux</li><li>- critères de qualité des eaux à usage agricole</li></ul>
denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none"><li>- règlement européen CE/466/2001</li></ul>
air	<ul style="list-style-type: none"><li>- valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur</li></ul>

Dans le cas où il n'est pas possible de comparer les résultats d'analyse à des valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires sera menée. Les substances seront prises isolément, sans procéder à l'addition des risques.

#### **ARTICLE 4 – MESURES DE GESTION**

A l'issue du diagnostic du site et éventuellement de la caractérisation de l'état des milieux, des mesures de gestion seront proposées.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Les mesures de gestion seront établies sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnés au L. 511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds »
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert

A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.

#### **ARTICLE 5 - BILAN QUADRIENNAL**

Dans tous les cas, à l'issu des investigations sur site et des mesures de gestion proposées, un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être transmis à l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 6 - CHOIX DES PRESTATAIRES**

Pour réaliser cette étude, la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis, pour information, à l'Inspecteur des Installations Classées.

#### **ARTICLE 7 – ÉCHÉANCIER AVANT TRAVAUX**

La société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL devra respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté, pour la transmission des documents à l'inspection des installations classées :

- |   |               |
|---|---------------|
| - diagnostic et caractérisation de l'état des milieux                                 | <b>3 mois</b> |
| - mesures de gestion, accompagnées de la proposition de suivi quadriennal des milieux | <b>6 mois</b> |



## ARTICLE 8 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## ARTICLE 9 - DISPOSITIONS ANTERIEURES

L'arrêté préfectoral du 31 août 2004 imposant à la société NATIONAL STARCH AND CHEMICAL, pour son site d'ARNAS, la réalisation d'une étude de sols comportant un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques est abrogé.

## ARTICLE 10 - PUBLICITE

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'ARNAS, à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône et à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

## ARTICLE 11 - RECOURS


Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

## ARTICLE 12 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'ARNAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 10 précité,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme  
La Secrétaire Administrative déléguée  
  
GHISLAIN BENSEMHOUN

26 DEC. 2007  
Lyon, le  
Le préfet,  
Pour le Préfet  
  
Le Secrétaire Général,  
Christophe BAY

